

qu'en 1975, l'archipel était desservi par un avion par semaine et par un cargo qui accostait tous les trois mois, on compte aujourd'hui quatre avions par jour et quatre cargos par mois.

La déficience de la quarantaine phytosanitaire symbolise le peu de cas que les autorités font de cette ouverture synonyme de développement. L'accessibilité croissante des Galápagos se traduit par l'explosion du nombre d'espèces introduites : près de 500 espèces de plantes continentales y étaient recensées en 1998, contre une trentaine dans les années 1940. Certaines espèces, telles que les chèvres ou les arbres à quinine, représentent une grave menace pour les écosystèmes insulaires, mais semblent impossibles à éradiquer. On pratique alors une conservation *ex situ*, c'est-à-dire que l'on prélève, par exemple, les œufs ou les jeunes tortues menacées, on les transporte sur un site d'élevage, on les élève en captivité et, quand les tortues sont devenues adultes, on les réimplante dans leur île d'origine. La conservation *ex situ* au sein d'un parc censé protéger la nature *in situ* pourrait être l'aveu de l'échec de la conservation du Parc national des Galápagos, mais la Station Darwin en tire une notoriété médiatique garante de dons financiers.

Les dégâts en mer n'ont rien à envier aux dommages sur terre. Bien que la Réserve de ressources marines des Galápagos, créée en 1986, n'autorise que la pêche artisanale dans les eaux de l'archipel, celles-ci sont soumises à une pêche de type minier, où les «gisements» de langoustes, de requins et d'holothuries, destinés à l'exportation, sont exploités jusqu'à leur épuisement. Cette pêche est surtout pratiquée par les habitants d'Isabela et de San Cristóbal (deux îles peu touristiques) et par de nouveaux migrants attirés par l'argent vite gagné. Elle se fait en liaison avec de grosses entreprises équatoriennes et étrangères, dont les chalutiers et les bateaux usines restent au large et sont approvisionnés par de puissants canots (quand ils ne s'aventurent pas eux-mêmes dans la réserve!).

La pêche intensive cause de gros dégâts écologiques marins, littoraux et terrestres : les chaînes trophiques sont désorganisées par la surpêche, et les campements de pêcheurs s'accompagnent de la dévastation des mangroves, dont le bois sert à fumer les holothuries, et de l'introduction de graines, d'insectes et de rats dans des écosystèmes très fragiles. Partagé entre plusieurs groupes de



pression qui se partagent la rente des Galápagos, l'État tergiverse : la marine et les entreprises de pêche estiment que les étrangers ne sauraient faire la loi dans une province équatorienne, tandis que les entreprises de tourisme et les conservationnistes jugent cette pêche incompatible avec l'image internationale du Parc.

Des quotas sont accordés aux pêcheurs, mais ils ne sont pas plus respectés que ceux du tourisme. Lorsque l'on rappelle les limites autorisées, on déclenche parfois de violentes réactions : en 1994, 80 tortues terrestres ont été massacrées, à Isabela ; en 1995, une grève insurrectionnelle s'est déclenchée dans tout l'archipel, et les locaux du Service du parc national des Galápagos et de la Station ont été occupés ; en 2000, des locaux de la Station et du Service du parc national ont été incendiés, et les aéroports occupés.

La conservation des Galápagos a été mise en œuvre par des naturalistes et pour eux. Ils veulent en faire des «îles pour la Science», mais la Station leur a surtout servi de base pour des recherches sans applications conservationnistes. La Fondation Darwin s'est contentée de mettre en place des programmes «éducatifs» pour la population locale, qu'elle n'a jamais su – ni jamais voulu – intéresser économiquement à la conservation. Si cette organisation combat la pêche d'exportation qui fait vivre de nombreux insulaires, elle a tissé des liens étroits avec des entreprises de tourisme continentales... dont les clients lui allouent des dons. Dès lors, le sentiment que le Parc est réservé à l'usage des étrangers (les touristes et les naturalistes) se répand dans une population qui se plaint d'être moins considérée que les animaux. La Fondation est perçue par nombre d'habitants comme la représentante des parties adverses, dont

elle légitime «scientifiquement» l'usage d'un Parc devenu un territoire disputé, voire contesté.

Malgré, ou plutôt à cause d'une pléthore d'administrations équatoriennes dans l'archipel, de huit plans d'aménagement des Galápagos en 25 ans, d'une importante aide internationale et d'innombrables lois visant à protéger le Parc national des Galápagos, cette protection est loin d'être assurée : ce «panjuridisme» est synonyme de laisser-faire. La conservation des Galápagos n'a jamais été une priorité de l'État équatorien, qui consacre l'essentiel des dépenses publiques au développement de la province insulaire. Les bateaux du Service du parc national des Galápagos et de la Marine ne patrouillent pas régulièrement dans tout l'archipel, par manque de moyens ou à cause de l'argent corrupteur du tourisme et de la pêche. Quant à l'UNESCO, si elle a fait des Galápagos l'un des premiers patrimoines de l'humanité, elle reconnaît la pleine souveraineté des États sur ces sites classés. Elle est incapable d'arrêter la dégradation de ces îles, comme le savent bien les gouvernements équatoriens auxquels se rient des timides reproches qui sont proférés à leur égard et ne sont jamais suivis d'effets.

La conservation des Galápagos n'aura lieu que si l'on parvient à limiter les flux qui y entrent (les touristes, les immigrants et les espèces animales et végétales) et qui en sortent (les produits de la mer). Cela ne suffira pas : la population doit pouvoir vivre décemment aux Galápagos en y conservant la nature, ce qui impliquera une modification des modes de vie et un changement du système touristique. Enfin, cette conservation ne sera assurée que si elle est mise en œuvre par des autorités publiques locales, nationales et internationales. Celles-ci devront disposer des moyens financiers, techniques et humains indispensables, mais aussi du pouvoir politique nécessaire pour faire respecter les lois qui garantissent la conservation.

La marée noire du Jessica peut faire prendre conscience à la communauté internationale que les Galápagos sont devenues un lieu commun, soumis à un type d'exploitation économique à courte vue. Peut-être y mettra-t-on alors en œuvre une politique de conservation de la nature, qui ferait preuve de plus d'imagination et de fermeté, et qui serait plus efficace que la politique en vigueur depuis 40 ans.

Christophe GRENIER est géographe à l'Université de Nantes.